

Communistes

www.PCF.fr

Adhérer, un acte fort !

(p.7)

L'heure des mobilisations sociales

(pp. 3-4)



Vidéo

Prix des carburants :
Fabien Roussel
au péage de
Senlis appelle
à la
mobilisation

Alexandre

Alexandre n'a pas de problème de pouvoir d'achat. Pas de problème de fin de mois. Encore moins de problème de boulot. En effet Alexandre, qui aime déjà fréquenter les conseils d'administration de Carrefour, de Birkensstock, de Moncler, Alexandre qui est le jeune PDG de Moët Hennessy, Alexandre donc vient d'accéder à la direction de Nike. Bref, ça roule pour Alexandre Arnault. Qu'est-ce qu'il dit Alexandre qui n'est pas un ingrat ? Merci papa !

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

Coût de la vie, emplois, dette, pétrole, prix des carburants, factures de gaz, climat... Tu vas faire quoi, exactement?

Cépamafaute! Zipeurien!!



MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

19-26 septembre : Le Collectif national des marches pour la paix appelle à multiplier les mobilisations du 19 au 26 septembre, dans le cadre de la journée du 21 : marches, rassemblements, débats et initiatives locales.

26 septembre : Initiatives partout en France pour peser sur les arbitrages budgétaires, dans le cadre d'un large appel inter-organisations.

28 septembre : Journée internationale pour le droit à l'avortement. Les appels nationaux et les rendez-vous locaux 2026 restent à confirmer.

29 septembre : CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent à la grève et aux manifestations pour les salaires, l'emploi et les services publics.

29 septembre : Manifestation nationale à Paris annoncée par l'intersyndicale des SDIS : moyens, effectifs, santé et financement durable. Modalités pratiques à venir.

20 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisation des pensions et contre leur gel.

25 octobre : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

5 novembre : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

LES ÉVÉNEMENTS DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

9 octobre 9h/18h30 : Colloque 80 ans du Préambule de 1946 : Imaginons des droits sociaux émancipateurs !

Colloque organisé sous le haut patronage de Stéphane Peu, député, avec le soutien scientifique du projet IUF Démosphère, le laboratoire IODE (UMR CNRS 6262 / Université de Rennes) et le Collectif de l'Unité du Droit

Inscription obligatoire (jusqu'au 02/10) : <https://preamble1946.sciencesconf.org/registration?lang=fr>

Programme :

<https://gabrielperi.fr/initiatives/colloque-80-ans-du-preamble-de-1946-imaginons-des-droits-sociaux-émancipateurs/>

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES VÉTÉRANS ET DE LA MÉMOIRE MILITANTE

SAMEDI 17 OCTOBRE 2026

À PARTIR DE 9H
MAISON DES COMMUNISTES
280 RUE DE LYON 13015 MARSEILLE



Quels sont les enseignements du Front Populaire pour la bataille d'aujourd'hui et notre visée communiste

avec :
GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE
Historien, membre du CEN en charge du mouvement des idées
Président de la Fondation Gabriel Péri
NICOLAS MARCHAND Président de l'Amicale des Vétérans
et JÉRÉMY BACCHI, secrétaire départemental du PCF 13
membre du CEN en charge du suivi du projet

Inscription au banquet républicain (PAF 20 euros) - 04 95 05 10 10 ou contact@pcf13.fr

Le 4 octobre, Banquet des vétérans des Ardennes.

Quelque chose est en train de bouger en cette rentrée

Dans les entreprises et les services publics, les premières mobilisations de cette rentrée montrent des travailleurs déterminés à ne pas subir une nouvelle cure d'austérité. Dans l'énergie notamment, la mobilisation est forte. Ailleurs, dans la santé, l'action sociale, la recherche ou la fonction publique, les appels à l'action se multiplient. Les revendications partent de réalités très concrètes : les salaires qui ne suivent plus, les emplois supprimés, les conditions de travail qui se dégradent, les services publics que l'on affaiblit, le sentiment de ne plus pouvoir faire correctement son travail.

Ces mobilisations ne forment pas encore un mouvement d'ensemble. Mais elles témoignent d'une combativité qui grandit et d'un refus de plus en plus net de voir les travailleurs payer une nouvelle fois les choix d'austérité. C'est cette dynamique qu'il faut maintenant aider à élargir, à renforcer et à faire converger.

C'est un enjeu décisif alors que s'ouvre la bataille des budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027. Derrière les milliards et les tableaux comptables, ce sont des choix de société qui se jouent : une classe qui ferme, un service hospitalier qui manque de personnels, des collectivités empêchées d'investir, des salaires et des pensions qui décrochent, des investissements écologiques repoussés. Et toujours la même logique : demander des efforts au monde du travail pendant que sont préservés les



revenus du capital, les grandes fortunes et des milliards d'aides publiques aux entreprises sans véritable contrôle.

C'est pourquoi les mobilisations de cette rentrée comptent. Chacune porte ses revendications propres, ses formes d'action et son histoire. Mais toutes posent, d'une manière ou d'une autre, une même question : qui paie, qui décide et pour répondre à quels besoins ?

À la Fête de l'Humanité, Fabien Roussel a lancé un appel qui doit nous servir de fil conducteur : partout, rassemblons-nous dans la lutte. Aux salariés, aux syndicalistes, aux citoyens, il ne propose pas d'attendre 2027 pour changer leur vie. Il les appelle à

agir maintenant, dans les entreprises, les services publics, les territoires, pour arracher des avancées. C'est aussi ce qui donne son originalité à la candidature communiste. Une campagne présidentielle n'a de sens que si elle est utile aux combats d'aujourd'hui. Elle doit contribuer à donner de la force aux salariés qui se mobilisent, faire connaître leurs luttes, favoriser les rassemblements, mettre les élus au service de leurs batailles et aider à transformer des colères parfois isolées en conscience d'intérêts communs. Comme le souligne l'intervention d'Igor Zamichiei, chaque bataille gagnée pour l'emploi, les salaires ou les services publics, chaque personne qui retrouve confiance dans l'action collec-

tive, contribue à modifier le rapport de forces dans le pays.

Car derrière chaque conflit apparaît aussi une question de pouvoir.

Qui décide qu'une usine doit fermer alors qu'elle est utile au pays ? Qui décide des investissements d'une entreprise ? Qui décide de l'organisation du travail quand celles et ceux qui connaissent le métier n'ont pratiquement aucune prise sur ces choix ? Qui décide de l'utilisation des milliards d'euros d'argent public versés aux entreprises ? Qui décide enfin de ce que nous produisons et de la manière dont nous répondons au défi climatique ? Nous voulons faire entrer ces questions dans le débat public. Augmenter les salaires et les pensions, défendre les services publics, sécuriser l'emploi et la formation sont des batailles immédiates. Mais nous voulons aller plus loin : conquérir de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs, leur permettre d'intervenir sur les choix de gestion et d'investissement, orienter l'argent vers l'emploi, la formation, les services publics et la transformation écologique de notre appareil productif. C'est cette articulation entre répartition des richesses, production et

conquête de nouveaux pouvoirs que les communistes veulent porter.

Voilà pourquoi nous devons être partout où le monde du travail se met en mouvement.

Non pour nous substituer aux organisations syndicales, dont nous respectons pleinement l'indépendance, mais pour demander simplement : comment pouvons-nous être utiles ? Quelle lutte devons-nous faire connaître ? Quelle intervention politique ou institutionnelle peut aider ? Quel obstacle faut-il lever ? Quel rassemblement pouvons-nous contribuer à construire ? C'est précisément la démarche proposée aux communistes pour cette rentrée.

Et nous devons aussi aller là où la mobilisation n'existe pas encore. Aux portes des entreprises, dans les services publics, les quartiers et les territoires ruraux. Écouter ce que disent les travailleurs de leur salaire, de leur métier, de leur fatigue, de ce qui les empêche de bien travailler. Partir de leur expérience, parce qu'un ouvrier, une aide-soignante, une enseignante, un technicien connaissent les conséquences très concrètes des choix de rentabilité et savent souvent ce qu'il faudrait changer. Faire de cette expérience une force politique est l'un des enjeux de notre campagne.

Il y a dans notre pays beaucoup de colère. Mais la colère ne devient pas mécaniquement une force de transformation. Elle peut conduire au découragement, au repli, à l'abstention ; elle peut aussi être détournée par l'extrême droite contre d'autres travailleurs.

Notre responsabilité est de contribuer à ouvrir un autre chemin : celui de l'action collective, de la solidarité et de la conscience que nous avons des inté-

rêts communs.

Les mobilisations de cette rentrée peuvent constituer une étape. Faisons-les grandir. Aidons à remporter des victoires. Faisons circuler les expériences et les luttes. Et construisons, bataille après bataille, cette conviction essentielle : lorsque le monde du travail se rassemble, s'organise et intervient sur les choix qui déterminent son avenir, ce qui semblait impossible peut devenir possible. ✊

Frédéric Mellier
membre du CEN



Roussel, un candidat en lutte

L'intervention de Fabien Roussel, samedi 12, à la Fête de l'Huma, devant 40 000 personnes (le texte est disponible sur le site PCF) a continué à faire le buzz aux lendemains du rassemblement. Ainsi sur le site « regards.fr », Catherine Tricot écrit : Fabien Roussel « surprend » quand il déclare : « Je ne souhaite pas qu'on attende l'élection présidentielle pour que ça change. » À la lecture de l'article, on comprend qu'il s'agit plutôt, pour la journaliste, d'une bonne surprise. Dont acte. Le propos est plus fielleux chez Louis Nadau de Marianne : s'il admet que le candidat communiste est « le défenseur d'une France populaire, travailleuse et digne », c'est aussitôt pour le moquer par des images saugrenues : « Roussel, c'est le communisme à mâchoire carrée ». Même hargne du côté du site « Voltaire ».

Le candidat a droit à un édit : « À la Fête, Roussel, fou de joie, pose avec la fille du Che ! », mais l'article enchaîne : « Pourquoi pas avec la petite-fille de Staline ? » Du grand n'importe-quoi.

« Tenez bon ! » dit le candidat communiste aux pêcheurs en lutte, lors du « Face à face, à Apolline de Malherbe » sur BFM mercredi matin. « Ce n'est pas en tapant sur les Français qu'on va redresser la France », ajoute-t-il, en réclamant un « état d'urgence énergétique ». Celui qui se définit comme « un candidat en lutte » et qui assure qu'il « n'a pas d'adversaire à gauche » fustige les propositions de M. Le Pen sur le logement qui est « une forme d'apartheid ».

La proposition « d'état d'urgence énergétique » a été aussitôt reprise par plusieurs sites et commen-

tée par LCI, soulignant que « cette solution radicale » avait été mise en place par plusieurs pays confrontés « à des risques critiques de manque d'approvisionnement ».

Sévèrement mis en cause notamment par le candidat communiste, la direction de Total a publié le 16 septembre un long tweet pour se justifier. En vain. L'appel à la résistance



lancé par le dirigeant du PCF agace les dominants ; l'éditorialiste du Figaro (le 17 septembre) écrit : « Blocages », « réquisitions », « ponctions », Roussel puise dans l'abécédaire de la démagogie révolutionnaire pour tenter d'agréer le malaise. »

Vendredi 18, Macron convoquait à l'Élysée les chefs de parti pour leur tenir à peu près ce discours : il n'y était pour rien dans la crise et de toutes façons on n'y pouvait rien ! Interrogé à la sortie de la réunion le candidat communiste rappelait, devant une forêt de micros (TF1 info, M6, CNews, RFI, AFP), deux points concernant la crise énergétique : « Le gouvernement a les moyens d'agir pour soulager le pouvoir d'achat des Français et nos entreprises » ; quant au volet international, « on ne peut pas se contenter de dire que la guerre va durer ; alors quelles initiatives la France va prendre pour peser sur une fin rapide des conflits ? Or on est en droit de s'interroger sur les choix faits par Paris qui concourent à ce que ces conflits durent. » Cette dernière remarque a été particulièrement commentée, notamment par BFM dimanche matin.

Gros échos enfin (Cnews, Orange, BFM, 20 Minutes, La Provence...) sur la présence du candidat sur un péage d'autoroute samedi pour dénoncer « un racket » sur l'essence. 🚗



Présomption d'usage légitime des armes, une réforme dangereuse pour l'État de droit

Sous couvert de mieux protéger les policiers et les gendarmes, la droite et l'extrême droite ont fait adopter le 7 juillet à l'Assemblée nationale une proposition de loi qui modifie profondément la manière dont serait apprécié l'usage des armes par les forces de l'ordre. Le texte doit désormais être examiné par le Sénat.

Le PCF s'y oppose clairement. Aujourd'hui, les policiers et les gendarmes peuvent déjà faire usage de leur arme dans des situations définies par la loi. Mais ce recours à la force reste soumis à deux principes essentiels. Il doit être absolument nécessaire et strictement proportionné à la menace. Lorsqu'un tir a lieu, c'est donc à l'enquête et à la justice d'établir précisément ce qui s'est passé et de vérifier si ces conditions étaient bien réunies. C'est cet équilibre que la réforme vient fragiliser. Avec le texte adopté, lorsqu'un policier ou un gendarme utilise son arme, il serait présumé avoir agi dans le cadre prévu par la loi et avoir respecté les exigences de nécessité et de proportionnalité.

Cette présomption peut certes être renversée si des éléments prouvent le contraire. Il ne s'agit donc pas d'une immunité. Mais le changement est loin d'être anodin. Le point de départ n'est plus le même. Avant même que l'enquête ne soit achevée, l'usage de l'arme bénéficie d'une présomption de légalité. Pour les victimes et leurs familles, cela peut rendre plus difficile encore l'établissement des responsabilités.



C'est ce que dénoncent plusieurs acteurs du monde juridique. La Défenseure des droits alerte sur les risques pour l'accès au juge, la recherche de la vérité et l'effectivité des recours. Le barreau de Paris rappelle lui aussi que l'usage de la force doit rester soumis à un contrôle réel et indépendant.

Cette réforme crée aussi une ambiguïté dangereuse pour les forces de l'ordre elles-mêmes. Les conditions dans lesquelles elles peuvent tirer ne sont pas élargies. Pourtant, l'instauration d'une telle présomption peut donner le sentiment que le recours à l'arme bénéficie désormais d'une protection particulière.

La sécurité des policiers et des gendarmes mérite mieux qu'un affaiblissement des règles de droit. Elle passe par des effectifs suffisants, une formation

exigeante, des moyens adaptés et une justice capable d'enquêter rapidement et indépendamment.

Pour les communistes, il n'y a pas à choisir entre la protection des forces de l'ordre et celle des citoyens. L'État de droit repose précisément sur cette exigence commune. La force publique doit être protégée dans l'exercice de ses missions, mais elle doit aussi rester pleinement soumise à la loi et au contrôle de la justice.✱

Robin Salecroix

membre du CN, en charge de la sécurité
et tranquillité publique

Adhérer , un acte fort !

Adhérer au Parti communiste français est un acte fort, un acte qui oblige, mais également un acte qui nourrit, qui nous apporte à bien des égards.

Le renforcement du Parti est une des grandes priorités du 40e congrès, et c'est ce qui motive le pôle de la vie du Parti auquel je participe.

Les échanges avec les nouveaux adhérents du PCF révèlent tous un point de convergence, qui est ce désir d'échange, de fraternité, dans cette période trouble et anxiogène que nous traversons.

Les « nouveaux communistes » rencontrés le dimanche de la Fête de l'Humanité, lors de l'accueil au stand du Conseil national, portent des interrogations – et c'est bien normal –, mais avant tout ils arrivent au parti avec de nombreuses propositions et des projets. Ils sont généralement déjà investis dans des actions au sein du mouvement associatif, sportif, syndical... En adhérant au Parti communiste français, c'est un horizon politique qu'ils viennent rencontrer, pour mettre en cohérence leurs actions et une aspiration au changement réel.

Une des priorités de la tâche que j'ai acceptée (nouvelles adhésions) est de veiller à ce que chaque nouvel·le adhérent·e soit intégré·e au mieux dans le quotidien de la vie de sa fédération, de sa section, de sa cellule ; qu'il ou elle y trouve non seulement sa place, mais que son désir d'engagement puisse se transformer en actions et en rencontres enrichissantes et fraternelles ; que le Parti communiste offre à chacun·e un parcours de formation et les conditions d'un engagement militant de qualité.



Bienvenue à tous les nouveaux adhérents du Parti communiste français ! 🇫🇷

Sophie Delfino
membre du CEN



Un attrait manifeste

Comme chaque année depuis un bon quart de siècle, notre siège national a ouvert ses portes à l'occasion des journées du patrimoine des 19 et 20 septembre 2026.

Avant même l'ouverture des portes, les files d'attentes impressionnantes longeant les grilles du « CN » laissaient entrevoir le succès à venir de ces journées : 13 000 visiteurs et visiteuses contre les 11 000 de 2025 et les 8 000 de 2024.

Un petit tour dans « l'arrière-boutique » pour saluer toutes celles et tous ceux qui ont permis la réussite de ces journées : les infrastructures ont été installées la veille, et dès 8 h le personnel d'accueil et de sécurité est déjà présent ; à 8h30 tout le monde se regroupe, petit-déjeuner collectif, et à 9 h les choses sérieuses commencent. On règle les talkies et chacun·e rejoint son poste, qui sur la terrasse, qui à la boutique, au bar ou à la surveillance des salles et des accès. L'apiculteur Cédric qui s'occupe de nos trois ruches s'installe et évoque nos ruches chacune de 60 000 abeilles qui produisent bon an mal entre 40 et 50 kg de miel.

À 9h30 notre parti entre dans la danse et déploie le dispositif mis en place par « la Vie du Parti ». Une vingtaine de camarades venant de cinq fédérations différentes accueilleront et échangeront avec les visiteurs et les visiteuses. Une partie d'entre eux, installée sur le parvis, remettra à chaque visiteur et visiteuse, une adresse de Fabien Roussel, distribuée à plus de 5 000 exemplaires, leur souhaitant la bienvenue et se terminant par ces mots : « le patri-

moine n'est vivant que s'il nous aide à inventer demain ».

Que d'à-propos ! Le demain, c'est la jeunesse qui a afflué en nombre ; le demain, ce sont les onze adhésions à notre parti ; le demain, ce sont les 460 questionnaires remplis, « Travail, prenez la parole » ; le demain, c'est prendre conscience de notre force sans atermoiement, déterminés et confiants. C'est ce qui a animé le groupe de camarades installés dans le hall d'accueil et qui a permis ces résultats. Et comme l'a dit Igor, responsable à la Vie du Parti : « Bravo à la vingtaine de camarades mobilisé·es au siège du PCF pour les journées du patrimoine ! »

Au cours de ces deux journées, 10 conférences, d'une bonne heure chacune, ont été tenues et ont regroupé plus de 2 000 auditeurs et auditrices ; chacune des conférences se prolongeait par un « question/réponse » qui pour beaucoup concernait le siège et sa construction bien évidemment et quelques autres sur le Parti, plus ou moins liés à



l'actualité. En fait, sous la coupole ce fut quasiment un échange non-stop de 10h30 à 17 h chaque jour, avec une pose pour se sustenter.

Cette année j'étais seul à tenir ce rôle. Je dis rôle parce que cet acte militant vous met face à un public pour lequel vous êtes à la fois passeur et conteur. Même s'il est grisant d'être applaudi, d'être sincèrement remercié et félicité, d'être sollicité pour des informations complémentaires, des photos-souvenir ou des dédicaces, il est temps de se préoccuper de faire goûter à d'autres camarades la joie de militer dans le bonheur et poursuivre l'histoire.

Vingt-cinq brochures « La maison des communistes » ont été vendues.

Voilà de belles perspectives pour les prochaines journées du patrimoine et surtout de belles perspectives pour mener une grande campagne et porter haut et fort la candidature de Fabien Roussel. Et pourquoi ne pas envisager un samedi par mois une telle organisation, comme un support original pour mener la campagne ? ★

Gérard Pellois

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

21/27 septembre 1936 (32) La dévaluation

Une semaine où la situation politique et sociale française se tend rapidement. Les factieux, du mouvement du colonel de La Rocque ou de l'Action française, multiplient les provocations, voire les attentats. « En prison La Rocque, Taittinger et Maurras ! Plusieurs membres des Croix-de-Feu et des Camelots du roi sont pris en flagrant délit de trafic d'armes et d'agressions à main armée. » (*l'Humanité* du 24).

Le patronat tend à reprendre les avantages acquis, à saboter l'application des nouvelles règles sociales (comme les conventions collectives). Dans une adresse au président de la Chambre des députés, Gaston Monmousseau parle de « boycottage des lois sociales et de la production industrielle, en particulier celle concernant la défense nationale, par une catégorie d'entrepreneurs ennemis du Front populaire. »

Le Comité national de la CGT se réunit le 25. En un an, le syndicat est passé de 800 000 membres à 5 millions.

Le 26 septembre, le gouvernement Blum décide la dévaluation du franc. Gros titre de *l'Humanité* du 27 : « Ce sont les riches qui doivent payer ! » Dans son éditorial, Jacques Duclos estime que cette dévaluation (qui ne dit pas son nom) représente « une réduction de 30 % environ de la valeur du franc ». Ce n'est pas pour cela qu'on avait voté au



printemps dernier, rappelle-t-il. « Nous entendons défendre avec force les conditions d'existence de la population laborieuse, certains d'être en cela fidèles au programme du Front populaire qui, d'ailleurs, prévoyait d'autres moyens que l'amputation du franc pour réaliser l'assainissement financier du pays. »

L'article s'accompagne de deux encadrés. L'un rappelle les mesures prévues par le programme (chapitre III) du Front populaire dont « une réforme

démocratique du système des impôts ». L'autre expose la proposition de loi du PCF pour un prélèvement progressif sur les grosses fortunes, et en attendant sa mise en œuvre, l'application d'une taxe exceptionnelle.

Le drame espagnol est l'autre grand sujet d'actualité. Il faut que cesse le blocus, titre régulièrement le quotidien communiste. On apprend (le 21) qu'« un premier bateau de vivres pour l'Espagne est parti d'URSS ». Le 23, une information venue de Madrid évoque ce mot d'ordre des jeunes miliciens partant pour le front : « No pasaran » (Ils ne passeront pas) : « Ces jeunes n'ignorent pas que les combats de l'ouest de Madrid sont très durs mais ils partent pleins de courage et confiants dans le succès des forces gouvernementales. »

La campagne de solidarité en France est très forte si l'on en juge par le nombre de meetings qui se tiennent à travers tout le pays.✱

Gérard Streiff



Les luttes d'aujourd'hui construisent les victoires de demain

Ces derniers jours, celles et ceux qui font vivre le pays se sont largement mobilisés. Pêcheurs, pompiers, policiers, professionnels de santé, énergéticiens... Leurs revendications ont leurs particularités, mais leurs colères disent une même réalité. Les ouvriers et les employés de ce pays, convaincus que la France n'est pas condamnée au déclin et qui souhaitent impulser les transformations nécessaires pour l'éviter, font face à un mur, celui de l'obstination des libéraux à préserver un système à bout de souffle. Partout, le pouvoir d'achat recule. Le prix du carburant pèse toujours plus lourd sur celles et ceux qui en ont besoin pour travailler. Les services publics sont affaiblis, les conditions de travail se dégradent et les salaires ne suivent pas. Dans le même temps, le gouvernement prépare un nouveau budget d'austérité et voudrait, une fois encore, faire payer la facture aux travailleurs et aux travailleuses. Alors qu'à huit mois de la présidentielle le débat



public semblait prendre le chemin des querelles de candidatures, des sondages et des stratégies électorales, ces mobilisations nous rappellent une évidence. Le terrain politique ne se résume pas au terrain électoral, et nous ne sommes pas condamnés à attendre la prochaine élection pour renverser la table !

Chaque recul imposé au gouvernement, aussi limité soit-il, compte. Chaque conquête sociale obtenue à l'échelle d'une entreprise, d'un service public ou d'un secteur professionnel renforce la conviction qu'une autre politique est possible.

Chaque augmentation arrachée, chaque emploi préservé ou créé changent le rapport de force politique et améliorent la vie de celles et ceux qui construisent le pays.

Ces luttes ne sont donc pas une parenthèse avant l'élection présidentielle. Elles en préparent le terrain en renforçant la confiance dans l'action collective et la conscience de nos intérêts communs.



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Une victoire politique durable ne pourra naître que d'un mouvement conscient de sa force, organisé autour de ses intérêts et décidé à ne plus subir. C'est dans les entreprises, les services publics, les lycées, les CFA et les universités que se construisent les aspirations au changement.

Parce que les jeunes sont en première ligne face au chômage, à la précarité et à la sélection, ils doivent être au premier rang de ces mobilisations. À nous d'aller à leur rencontre, de les convaincre de s'organiser pour faire entendre nos revendications ! Le mois de septembre est parsemé de dates de mobilisation. Outre celle de cette semaine, trois autres sont attendues, les 26, 27 et 29 septembre. Si l'élection, elle, a lieu dans huit mois, la bataille pour les salaires, l'emploi, les services publics et la dignité, elle, a déjà commencé ! ✖

Bastien Bonnargent

À New Delhi les BRICS surmontent leurs divergences



Le contexte international a pesé lourd sur le XVIII^e sommet des BRICS+¹ tenu à New Delhi les 12 et 13 septembre. Les confrontations impliquant des États membres (Iran, Arabie saoudite, Émirats arabes unis) ont renforcé les contradictions au sein du groupe dont le poids économique (40 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat) et démographique (la moitié de la population de la planète) est un moteur majeur dans l'actuelle recomposition internationale.

En mai dernier, les ministres des Affaires étrangères n'avaient pu se mettre d'accord sur une Déclaration commune bloquée par la guerre contre Téhéran. Surmontant leurs divergences politiques, les Brics+ ont joué à fond la carte du compromis étayé par les 140 points du document conjoint adopté à l'unanimité et dont la ligne directrice exprime une « *profonde inquiétude* » face à la dangerosité de la situation mondiale. « *La sécurité entre tous les pays est indivisible* », rappellent-ils, pointant les conséquences concrètes des conflits pour l'ensemble de la planète et en premier lieu les pays émergents. Les Brics dénoncent ainsi « *des répercussions négatives de grande ampleur sur les droits de*



l'homme, y compris les droits au développement, à la santé et à la sécurité alimentaire, de la population générale des États visés, affectant de manière disproportionnée les personnes pauvres et celles en situation de vulnérabilité, creusant la fracture numérique et exacerbant les défis environnementaux. »

Pour autant, la déclaration se contente d'appeler à la « *retenue maximale* » au Moyen-Orient et exhorte à la protection des infrastructures civiles et des centrales nucléaires, point d'accord notable compte tenu de la présence simultanée de l'Iran et

des Émirats arabes unis. , le groupe a réitéré la nécessité de « *redynamiser le système de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération* ». Et, pour ce faire, le besoin de mettre en œuvre les résolutions relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. En 2025, militaires américano-israéliennes contre l'Iran. L'extension du conflit a affaibli leur positionnement. Ils ont cette fois réussi à exprimer d'une seule voix leur « *vive préoccupation face à l'escalade continue des tensions* » dans la région en

recourant à un artifice diplomatique : ne pas nommer, et encore moins condamner les agresseurs : les États-Unis.

La situation à Gaza et au Liban a fait l'objet d'une attention appuyée. Le texte réaffirme son soutien à une solution à deux États (Palestine, Israël) dans le cadre des résolutions de l'ONU et condamne le « *déplacement forcé* » des Palestiniens et toute action susceptible de « *légitimer ou de prolonger l'occupation* ».

Autre point de compromis : le document ne mentionne pas explicitement la guerre en Ukraine évoquée lors des différentes discussions bilatérales entre dirigeants. Modi a profité de l'occasion pour rencontrer Poutine et renforcer les liens économiques et stratégiques de longue date entre les deux pays, avec pour objectif d'atteindre 100 milliards de dollars d'échanges bilatéraux annuels d'ici 2030. Le sommet a ainsi offert une plateforme pour des entretiens qui semblaient difficilement imaginables il y a encore quelques mois. Le président iranien Pezeshkian et le prince héritier d'Abou Dhabi se sont parlé en tête-à-tête. Autre temps fort de la conférence, l'entrevue entre Xi Jinping et le Premier ministre indien, marquant une étape du lent dégel entre Pékin et New Delhi. Xi effectuait sa première visite en Inde depuis sept ans.

Les Brics se sont retrouvés sur leurs aspirations communes d'un nouvel ordre international multilatéral « *plus représentatif et plus équitable* ». Ils revendiquent une représentation accrue des pays émergents dans les processus et structures de prise de décisions à l'échelle mondiale et dénoncent « *l'imposition de mesures coercitives unilatérales contraires au droit international* ». Sans toutefois

désigner là encore les responsables des sanctions liées à la pratique illégale de l'extraterritorialité.

Sur le plan financier, les participants sont convenus de développer des systèmes de règlement transfrontaliers et d'élargir l'usage des monnaies locales. La mise en place d'une monnaie commune n'est pas envisagée à court terme, mais des initiatives sont engagées pour limiter la dépendance aux circuits financiers libellés en dollars.

Le sommet s'est refermé, sans nouvelle extension du groupe des 11 membres à part entière, mais les 10 partenaires seront associés davantage aux travaux et aux initiatives. Parmi les chantiers annoncés : un cadre de coopération logistique pour rendre les chaînes d'approvisionnement plus fiables et résistantes aux ruptures, un système d'alerte précoce commun face aux maladies infectieuses, et une coopération économique et financière accrue. L'accent a été mis sur des partenariats opérationnels : intelligence artificielle, transition numérique, logistique agricole et développement durable. Xi Jinping propose la création d'une « *zone BRICS d'IA open source* » afin de promouvoir la coopération sur les grands modèles linguistiques, la formation en IA et un écosystème d'IA ouvert.

Une initiative qui sera certainement boostée lors de la prochaine présidence du groupe assurée par la Chine en 2027 ? 🌱

Dominique Bari

1. Le groupe comprend formellement le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Indonésie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

À ce noyau s'ajoutent dix pays partenaires : le Bélarus, la Bolivie, Cuba, le Kazakhstan, la Malaisie, le Nigeria, la Thaïlande, l'Ouganda, l'Ouzbékistan et le Vietnam.

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

plein4temps
Activité en direction des retraités-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com
PCF
N°85 septembre 2026

un communisme...

Le 40^e Congrès du PCF a constitué un formidable moment de construction collective. Avec « *Un communisme de conquêtes* », les communistes se sont donné une ambition à la hauteur de la période : ne pas seulement résister mais renforcer le PCF et ne...

Du 3 au 6 septembre, le vote sur le choix de notre candidat Fabien Roussel à l'élection présidentielle doit...



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA